



Crest, le 8 avril 2016

Direction Générale des Services
Affaire suivie par Corinne MEUVRET
☎ 04 75 76 61 18
Nos réf. : DGS/CM/BC – 2016/255

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil municipal est convoqué le :

Jeudi 14 avril 2016 à 17 h 30

Salle Max TABARDEL
(3^{ème} étage de la Mairie).

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest



ORDRE DU JOUR

- Voir liste ci-jointe -

NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil Municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

**Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

Un Conseiller Municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.

Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.



POUVOIR

Je soussigné, _____ Conseiller municipal, donne pouvoir à M _____, de me représenter à la réunion du conseil municipal de CREST le 14 avril 2016, de prendre part à toutes les délibérations, émettre tous votes, signer tous documents et généralement faire le nécessaire.

Le présent pouvoir conserve ses effets pour tout autre jour suivant auquel cette réunion serait reportée pour une cause quelconque.

Fait à CREST le _____.

Signature

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 AVRIL 2016

ORDRE DU JOUR

- 1 - Installation d'un Conseiller municipal
- 2 - Nomination d'un administrateur au CCAS
- 3 - Modification de la composition des commissions municipales et de la commission d'attribution de la bourse au permis de conduire
- 4 - Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2016
- 5 - Information du Conseil municipal sur la liste des marchés passés par la collectivité en 2015
- 6 - Elaboration d'un AD'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée) pour les établissements recevant du public (ERP) appartenant à la commune de Crest
- 7 - Déclassement de l'ancienne caserne des pompiers
- 8 - Travaux préalables à la réalisation d'un centre aquatique : demande de financement au titre du Fonds National pour l'Aménagement et de Développement du Territoire-Exercice 2016
- 9 - Modernisation du réseau d'eau potable : demande de financement au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local - Exercice 2016
- 10 - Attribution de subventions
 - à l'Association Volubilis
 - au comité départemental de l'UNICEF
 - à l'Amicale Pétanque Crestoise
 - à l'Association Anguille sous Roche
 - à l'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi
 - aux classes nature et montagne du Collège Saint-Louis
 - à l'Union Sportive Crestoise Equitation
 - à l'Union Sportive Crestoise Basket
 - à l'Association OUTDOOR&CIE
 - à l'Association Culture, Loisirs, Arts Populaires
 - à l'Association Crest Jazz Vocal
- 11 - Enquête publique sur l'exploitation d'une carrière de sables et graviers aux lieux-dits "Ramières Sud" et "Brunelles Sud" à Eurre : Avis de la commune de Crest
- 12 - Personnel communal : modification du tableau des effectifs

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 AVRIL 2016
NOTE DE SYNTHESE

1 - INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

Suite à la démission de Madame Laure BELLET du Conseil municipal, le 14 mars 2016, il convient d'installer un nouveau conseiller municipal, aux termes de l'article 270 du Code électoral.
Le Conseil municipal procède à l'installation de Loïc GUICHARD en son sein.

2 - NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR DU CCAS

Suite à la démission de Madame Laure BELLET du Conseil municipal et du CCAS, le 14 mars 2016, il convient d'installer un nouvel administrateur du CCAS, aux termes de l'article R 123-9 du Code de l'action sociale et des familles.
Le Conseil municipal procède à la nomination de Samuel ARNAUD, administrateur du CCAS.

**3 - MODIFICATIONS DES COMMISSIONS MUNICIPALES
ET DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION DE LA BOURSE AU PERMIS DE CONDUIRE**

Suite à la démission de Madame Laure BELLET du Conseil municipal, le 14 mars 2016, il est demandé au Conseil municipal d'adopter la modification des représentants du groupe Mistral Crestois au sein des commissions municipales et de nommer Monsieur Loïc GUICHARD titulaire de la commission municipale d'attribution des bourses au permis de conduire.

**4 - VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES
POUR L'ANNÉE 2016**

Pour l'année 2016, l'engagement de ne pas augmenter les taux des impôts communaux sera poursuivi pour la 20ème année consécutive et les taux d'imposition appliqués en 2015 seront reconduits comme suit :

- Taxe d'habitation	16,48 %
- Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

**5 - INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA LISTRE DES MARCHES PASSES
PAR LA COLLECTIVITE EN 2015**

L'article 133 du Code des marchés publics impose aux collectivités de publier la liste des marchés conclus l'année précédente, en distinguant les marchés de travaux, de fournitures et de services, et en précisant le nom des attributaires. Pour chacun de ces trois types de prestations, les marchés sont regroupés en fonction de leur prix. Cette liste sera tenue à disposition du public et publiée sur le site internet de la ville.

6 - ELABORATION D'UN AD'AP (AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE) POUR LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) APPARTENANT A LA COMMUNE DE CREST

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée prévoit que tous les Établissements Recevant du Public (ERP), quelle que soit leur catégorie, soient accessibles à compter du 1^{er} janvier 2015 à tous les usagers.

Tous les types de handicap (moteur, sensoriel, mental, cognitif, ...) doivent être pris en compte et les propriétaires et exploitants d'ERP ont eu un délai de 10 ans pour procéder aux mises aux normes accessibilité.

En 2014, constatant que l'échéance ne pourrait être respectée pour tous les établissements construits avant cette réglementation, l'Etat a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité. Ce délai supplémentaire est conditionné par la présentation d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmée, également appelé « Ad'Ap ».

Bien qu'ayant obtenu une dérogation de dix huit mois à compter de septembre 2015, le projet d'AD'AP communal qui concerne 21 établissements est désormais finalisé.

7 - DECLASSEMENT DE L'ANCIENNE CASERNE DES POMPIERS

L'ancienne caserne des pompiers, sise place du Champs de Mars, n'est plus affecté à un service public, depuis décembre 2013.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder au déclassement de l'ancienne caserne des pompiers afin de la classer dans le domaine privé communal.

8 - TRAVAUX PREALABLES A LA REALISATION D'UN CENTRE AQUATIQUE DEMANDE DE FINANCEMENT AU TITRE DU FONDS NATIONAL POUR L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE-EXERCICE 2016

Le Fonds National pour l'Aménagement et le Développement du territoire a vocation à soutenir, en investissement comme en fonctionnement, les actions qui concourent à mettre en œuvre les choix stratégiques de la politique d'aménagement du territoire tels qu'ils sont définis par la loi du 25 juin 1999.

Il est proposé de présenter, au titre du Fonds National pour l'Aménagement et le Développement du Territoire, pour l'année 2016, l'opération de travaux préalables à la réalisation d'un centre aquatique.

9 - MODERNISATION DU RESEAU D'EAU POTABLE DEMANDE DE FINANCEMENT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL-EXERCICE 2016

Le fonds de soutien à l'investissement public local voté à l'occasion de la Loi de Finances 2016, à hauteur de un milliard d'€, se répartit comme suit :

- 300 M€ pour l'investissement local en soutien à la revitalisation et au développement des communes remplissant un rôle de bourgs-centres
- 500 M€ pour accompagner les collectivités du bloc communal dans leurs grands projets prioritaires d'investissement.

Il est proposé de présenter, au titre de cette dotation créée pour la seule année 2016, l'opération d'investissement de modernisation du réseau d'eau potable

10 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder :

- une subvention de 500 € à l'association Volubilis pour l'aider à financer son activité pour l'année 2016.
- une subvention de 500 € au comité départemental de l'UNICEF l'aider à financer son activité pour l'année 2016.
- une subvention exceptionnelle de 200 € à l'Amicale Pétanque Crestoise pour l'aider à financer son projet d'école de pétanque.
- une subvention de 200 € à l'Association Anguille sous Roche pour l'aider à financer le 15ème festival de littérature policière
- une subvention de 2 500 € à l'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi pour l'aider à financer son activité pour l'année 2016.
- une subvention exceptionnelle de 200 € aux classes nature et montagne du Collège Saint-Louis pour les aider à financer leur participation en tant qu'organisateur des championnats nationaux de biathlon et de ski nordique par équipe
- une subvention de 500 € à l'Union Sportive Crestoise Equitation pour l'aider à financer le Concours National de sauts d'obstacles et l'éclairage complémentaire de leur carrière.
- une subvention exceptionnelle de 350 € à l'Union Sportive Crestoise Basket pour l'aider à financer leur déplacement pour les finales nationales en Vendée
- une subvention exceptionnelle de 2 000 € à l'Association OUTDOOR&CIE pour les aider à financer l'organisation de la "Fête de la Drôme"
- une subvention exceptionnelle de 500 € à l'Association Culture, Loisirs, Arts Populaires pour les aider à financer l'organisation de leur deuxième tournoi de beach-volley.
- une subvention de 2 000 € à l'Association Crest Jazz Vocal pour les aider à financer la soirée de lancement du festival

11 - ENQUETE PUBLIQUE SUR L'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE DE SABLES ET GRAVIERS AUX LIEUX-DITS "RAMIERES SUD" ET "BRUNELLES SUD" A EURRE AVIS DE LA COMMUNE

La commune a été saisie d'une demande d'avis par la Préfecture de la Drôme concernant le dossier présenté par la société LAFARGE GRANULATS FRANCE, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieux-dits "Ramières Sud" et "Brunelles Sud" à EURRE.

12 - PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Il est proposé de modifier le tableau des effectifs afin de tenir compte de l'évolution des carrières des agents et des mouvements de personnel.

*_*_*_*

INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

Le rapporteur indique à l'assemblée que suite à la démission de Madame Laure BELLET de son mandat de conseillère municipale, le 14 mars 2016, il convient en application de l'article L.270 du Code électoral d'installer, Monsieur Loïc GUICHARD, candidat issu de la même liste et suivant le dernier élu, en qualité de Conseiller municipal.

Le Conseil municipal procède à l'installation de Monsieur Loïc GUICHARD comme Conseiller municipal de la Ville de Crest.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L.270 du Code électoral ;

Vu l'élection du 23 mars 2014 ;

Vu la démission de Madame Laure BELLET du Conseil municipal le 14 mars 2016 ;

Considérant que Madame Laure BELLET était Conseillère municipale ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de l'assemblée délibérante ;

Après en avoir délibéré,

PREND acte de la démission de Madame Laure BELLET.

APPROUVE l'installation de Monsieur Loïc GUICHARD comme Conseiller municipal de la Ville de Crest.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

NOMINATION D'UN ADMINISTRATEUR AU CCAS

Le rapporteur informe l'assemblée que suite à la démission de Laure BELLET du Conseil municipal, entraîne la démission de ses fonctions de représentants de la commune de Crest au sein du Centre Communal d'Action Sociale de Crest (CCAS).

Il convient donc d'attribuer le siège laissé vacant au CCAS.

Aux termes de l'alinéa 1 de l'article R 123-9 du Code de l'action sociale et des familles, *"Le ou les sièges laissés vacants par un ou des conseillers municipaux, pour quelque cause que ce soit, sont pourvus dans l'ordre de la liste à laquelle appartiennent le ou les intéressés."*

En l'espèce, Samuel ARNAUD figure en deuxième position sur la liste présentée par le groupe "Mistral Crestois" lors de l'élection des membres du CCAS le 11 avril 2014.

Il convient donc de nommer Samuel ARNAUD comme administrateur du CCAS.

Le Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-10 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L. 123-6 et R. 123-9 ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant élection des représentants de la ville au sein du CCAS ;

Vu la démission du Conseil municipal de Mme Laure BELLET en date du 14 mars 2016 ;

Considérant que Madame Laure BELLET était administrateur du CCAS ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein du CCAS ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la nomination de Monsieur Samuel ARNAUD comme administrateur du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Crest.

AUTORISE M. le maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p>MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION DE LA BOURSE AU PERMIS DE CONDUIRE</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que Madame Laure BELLET a démissionné du Conseil municipal le 14 avril 2016, laissant vacantes les places qu'elle occupait, au sein de quatre des huit commissions municipales et de la commission municipale d'attribution des bourses au permis de conduire.

Il est donc proposé à l'assemblée de modifier la représentation du groupe "Mistral Crestois" au sein de ses commissions municipales et d'installer Monsieur Loïc GUICHARD comme titulaire de la commission municipale d'attribution des bourses au permis de conduire.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions de création des commissions municipales ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant constitution des commissions municipales ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant constitution de la commission municipale pour l'attribution de la bourse au permis de conduire ;

Vu la démission de Madame Laure BELLET du Conseil municipal, en date du 14 mars 2016 ;

Considérant que Madame Laure BELLET siégeait ou était suppléante dans plusieurs de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de respecter le principe de la représentation proportionnelle au sein de ces commissions ;

Sur proposition de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier la représentation dans les commissions municipales énumérées ci-dessous,

FIXE le nombre de membres de chaque commission,

DESIGNE un membre suppléant de la majorité municipale et des minorités pour chaque commission,

PROCEDE à la désignation des membres des commissions municipales

Commission « Affaires sociales, santé, personnes âgées, insertion » - membres

Titulaires

- Anne-Marie CHIROUZE
- Yvan LOMBARD
- Catherine ANTON
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

- Jean-Marc MATTRAS
- Danielle LOMBARD
- Loïc REYMOND

Suppléants

- Jean-Pierre POINT

- Alain BÂTIE
- François BOUIS

Commission « Budget » - membres

Titulaires

- Anne-Laure BOUTEILLE
- Audrey CORNEILLE
- Gisèle CELLIER
- Loïc GUICHARD
- François BOUIS
- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Yvan LOMBARD

Suppléants

- Serge INCHELIN
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

Commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » - membres

Titulaires

- Audrey CORNEILLE
- Gilles BON
- Caryl FRAUD
- Hélène BERTAU
- François BOUIS
- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES

Suppléants

- Sylvain COLARDELLE
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

Commission « Education, Jeunesse et Culture » - membres

Titulaires

- Jean-Marc MATTRAS
- Nhàn NGUYEN HUU
- Valérie ROCHE
- Hélène BERTAU
- Michèle LENNON
- Caryl FRAUD
- Danielle BORDERES
- Romain GIRAUD

Suppléants

- Susanne TEN VELDE
- Samuel ARNAUD
- François BOUIS

Commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » - membres

Titulaires

- Romain GIRAUD
- Jean-Marc MATTRAS
- Danielle LOMBARD
- Alain BÂTIE
- Céline GEORGEON
- Yvan LOMBARD
- Laurent BOEHM

Suppléants

- Anne-Marie CHIROUZE
- Hélène BERTAU

Commission « Urbanisme et Habitat » - membres

Titulaires

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES
- Alain BÂTIE
- François BOUIS
- Audrey CORNEILLE
- Céline GEORGEON
- Loïc REYMOND

Suppléants

- Serge INCHELIN
- Hélène BERTAU
- Michèle LENNON

Commission « Vie associative et Sport » - membres

Titulaires

- Caryl FRAUD
- Jean-Marc MATTRAS
- Yvan LOMBARD
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

- Jean-Pierre POINT
- Gisèle CELLIER
- Loïc REYMOND

Suppléants

- Nhàn NGUYEN HUU
- Alain BÂTIE
- François BOUIS

Commission « Vie des quartiers, Sécurité » - membres

Titulaires

- Béatrice REY
- Laurent BOEHM
- Catherine ANTON
- Jean-Pierre POINT
- Loïc GUICHARD

- Yvan LOMBARD
- Serge INCHELIN
- Susanne TEN VELDE

Suppléants

- Jean-Marc MATTRAS
- Alain BÂTIE

PROCEDE à la désignation de Loïc GUICHARD comme membre de la commission municipale pour examiner les dossiers des candidats à l'attribution de la bourse au permis de conduire.

Il est proposé que cette commission soit constituée :

- des 5 élus membres du conseil municipal :
 - Valérie ROCHE,
 - Jean-Marc MATTRAS,
 - Loïc REYMOND,
 - Serge INCHELIN,
 - Loïc GUICHARD,
- d'un représentant du CCAS,
- d'un représentant de la police municipale,

PRECISE que les adjoints et conseillers délégués sont membres de droit de chaque commission qui relève de leur compétence.

INDIQUE que ces commissions seront convoquées par le maire, qui en est le président de droit ou par leur vice-président qui pourra les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p>VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR L'ANNEE 2016</p>

Le rapporteur expose à l'assemblée qu'en application des dispositions de l'article 1639A du Code Général des Impôts et de l'article L.1612.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012, les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre doivent voter les taux des impositions directes locales perçues à leur profit avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

Par délibération du 20 mars 2015, le conseil municipal a fixé les taux des taxes directes locales 2015 comme suit :

⇒ Taxe d'habitation	16,48 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

Il est proposé de reconduire en 2016 les taux d'imposition communaux appliqués en 2015.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi de finances pour 2016

Vu l'article 1639A du Code Général des Impôts

Vu l'article L.1612.2 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le budget primitif 2016 de fonctionnement

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2016 comme suit :

⇒ Taxe d'habitation	16,48 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés bâties	17,96 %
⇒ Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,17 %

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer l'imprimé « 1259 Com » notifiant les taux d'imposition.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p>INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LA LISTE DES MARCHES PASSES PAR LA COLLECTIVITE EN 2015</p>
--

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2122-21 et L. 2122-22,

Vu le Code des marchés publics et notamment l'article 133,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Considérant l'obligation pour le maire de publier chaque année la liste des marchés conclus l'année précédente, ainsi que le nom des attributaires,

Considérant la liste des marchés conclus en 2015,

Après en avoir délibéré,

PREND ACTE des marchés conclus en 2015 dont la liste figure en annexe de la délibération et qui sera publiée sur le site internet de la Ville de Crest.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

LISTE DES MARCHES CONCLUS EN 2015

(article 133 du CMP)

Désignation		Tranche en Euros et HT				
Date du marché (notification)	Objet du marché	Nom de l'attributaire et code postal	20 000 à 50 000	50 000 à 207 000 Fournitures et services	50 000 à 90 000 max annuel Travaux	supérieur à 207 000 Fournitures et services
MARCHES DE TRAVAUX						
1	21/05/15 Réparations et travaux neufs de la voirie communale urbaine et rurale	EUROVIA DALA - 26			350 000,000 max annuel	
2	26/05/15 Création de bassins de rétention quartier St Antoine - terrassement génie civil	CHEVAL FRERES - 26			269 339,09	
3	26/05/15 Création de bassins de rétention quartier St Antoine - réseaux humides	SOGEA RHONE ALPES - 26	23 173,50			
4	02/07/15 Renforcement du réseau AEP rue Driss Chabli	CHAPON TP - 26	53 713,44			
5	10/07/15 Création de bassins de rétention quartier St Antoine - route, réseaux secs	CHEVAL FRERES - 26	31 106,00			
6	10/07/15 Création de bassins de rétention quartier St Antoine - clôture, ferronnerie	O'CLOT - 69	26 343,00			
7	10/07/15 Création de bassins de rétention quartier St Antoine - espèces verts	VALENTE - 26	20 224,50			
8	18/12/15 Réhabilitation de la fontaine du square de la Résistance	VAL RHONE TP - 26	76 414,00			
MARCHES DE FOURNITURES						
1	08/01/15 Fourniture de signalisation verticale	LACROIX SIGNALISATION - 26	20 000,00 max annuel			
2	03/04/15 Articles de bureau et papeterie (groupement de commandes Ville de Crest/CCAS)	VEZIAN - 26	40 000,00 max annuel			
3	30/04/15 Entretien et renouvellement des poteaux incendie	LYONNAISE DES EAUX - 26	20 000,00 max annuel			
4	20/07/15 Restauration municipale - cantine	ELRES - 69	61 209,57			
5	26/09/15 Fourniture et installation d'un système de vidéo protection	SINEF - 26	50 000,00 max annuel			
MARCHES DE SERVICES						
1	01/10/2015 Assurance - Dommages aux biens	GROUPAMA - 34	42 467,40			
2	01/10/2015 Assurance - Flotte automobile	BTA - 92	20 966,46			
3	01/10/2015 Assurance - risques statutaires	APRIL - 98	78 645,59			
4	28/04/15 Gardiennage, surveillance et télésécurité, maintenance technique des alarmes et de la vidéo protection, sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public	SARL ALPA - 26	46 336,62			
5	12/05/15 Mission d'accompagnement à l'évaluation et à l'actualisation de la légende ZI	ADRET ET TERRITOIRES - 26	22 046,00			
6	11/06/15 Etudes préliminaires Pont Frédéric Mistral	STRATES -69	26 325,00			
7	23/07/15 Accord - cadre Etudes préliminaires pour l'aménagement du quartier de la gare	SCT - 69	29 365,00			
8	13/10/15 Entretien et dépannage de l'éclairage public	HERVE INVOT - 26	36 000,00 max annuel			

ELABORATION D'UN AD'AP (AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE) POUR LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) APPARTENANT A LA COMMUNE DE CREST

Le rapporteur expose que la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée prévoit que tous les Établissements Recevant du Public (ERP), quelle que soit leur catégorie, soient accessibles à compter du 1^{er} janvier 2015 à tous les usagers.

Tous les types de handicap (moteur, sensoriel, mental, cognitif, ...) doivent être pris en compte et les propriétaires et exploitants d'ERP ont eu un délai de 10 ans pour procéder aux mises aux normes accessibilité.

En 2014, constatant que l'échéance ne pourrait être respectée pour tous les établissements construits avant cette réglementation, l'Etat a souhaité accorder un délai supplémentaire de mise en accessibilité. Ce délai supplémentaire est conditionné par la présentation d'un engagement formalisé dans un Agenda d'Accessibilité Programmée, également appelé « Ad'Ap ».

L'ordonnance du 26 septembre 2014 fixait la date limite de dépôt de l'AD'AP au 27 septembre 2015. Mais un arrêté du 27 avril 2015 a donné la possibilité de demander une prorogation en raison des difficultés techniques et financières. Aussi, le 25 juin 2015, la Ville de Crest a déposé un dossier sollicitant le délai maximum de 36 mois.

Un arrêté préfectoral du 25 août 2015 a accordé à la ville une prorogation de délai de dépôt d'AD'AP d'une durée de 18 mois.

Le délai de prorogation donne le temps aux services et au bureau d'étude QCS Services de finaliser le projet d'AD'AP communal déjà bien avancé qui concerne 21 établissements recevant du public (ERP) communaux.

Le projet d'AD'AP communal porte sur trois périodes de 3 ans avec pour objectif la mise en accessibilité des ERP les plus fréquentés dès la fin de la première période : les écoles, les salles Moulinages, Coloriage, salles des Acacias, l'école de musique, la mairie et l'église.

Puis, l'AD'AP prévoit les aménagements lourds type ascenseur sur les 3 ans de la deuxième période. Cette disposition permet aux services de réaliser préalablement les études techniques et démarches administratives avant de procéder aux travaux selon un marché public en plusieurs tranches offrant ainsi des conditions économiques plus avantageuses. Sont concernés : Crest actif, la salle des Acacias et l'ancienne école Dumont.

Enfin, en troisième période figure les bâtiments qui doivent faire l'objet d'une réflexion à propos de leur réutilisation (bains douches, maison des associations, Rased, Inspection académique). Par ailleurs, le projet de la quatrième salle du cinéma Eden proposera une nouvelle distribution intérieure des salles réglant ainsi plusieurs non conformités.

La Tour doit faire l'objet d'un examen approfondi avec les différents services concernés. En effet, les travaux nécessaires peuvent avoir un fort impact sur l'établissement ou être tout simplement non envisageables. Dans ce cas, la réglementation permet d'invoquer un motif d'impossibilité pour une demande de dérogation. Dans ce dossier 48 demandes de dérogations possibles sont recensées.

L'AD'AP apportera un cadre juridique sécurisé accompagné d'un calendrier précis et d'un engagement financier. Ce dernier tient compte des difficultés financières actuelles et doit anticiper les baisses de dotations à venir malgré le financement des travaux d'accessibilité (25 % par la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux).

Le Conseil municipal,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu la loi n°2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

Vu le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Vu le décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

Vu l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L.111-7-5 et L.122-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public.

Après avis de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 14 mars 2016,

Après avoir délibéré,

- D'APPROUVER l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap),
- D'AUTORISER à présenter au Préfet la demande d'approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée,
- DE DEMANDER le bénéfice de trois périodes pour sa mise en œuvre (soit 9 ans pour répartir le montant des travaux nécessaires à la mise en accessibilité du patrimoine bâti de la Commune de Crest estimé à 1 361 845 € euros HT).
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toute décision, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette demande ,
- D'AUTORISER le Maire à demander les dérogations nécessaires

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

Projet AD'AP

	Période 1				Période 2				Période 3			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Totaux HT	Totaux HT	Totaux HT
1 Tour												
2 Espace Soubeyran		14 800	9 800				8 750	278 300	40 310			327 360
3 Crest Actif	4 000	1 200		90 000								24 600
4 Cinéma Eden		950					9 500	2 480	700			107 880
5 Ecole Royannez	9 950	7 500	6 200					198 700	3 000			202 650
6 Cantine	7 550											23 750
7 Ecole Chandeneux	5 115											7 550
8 RASED							93 200	5 680				5 115
9 Hotel de ville		1 700	4 750	4 890								98 880
10 Ecole Anne Pierjean		13 950	21 300									11 340
11 Inspection académique			2 000	250			20 980					35 250
12 Ecole Brassens	3 400	2 800	2 775									23 230
13 Centre Médico scolaire		4 450	5 810									8 975
14 Salles Cassin et Acacias		8 800	1 390									10 260
15 Maison des associations					8 200	150 000	215					168 605
16 Dumont		3 750	1 500					188 750	7 450			117 200
17 CPA/M	2 500	650	2 300		112 560							117 810
18 Eglise		6 500	6 740									5 450
19 Chapelle Saint Ferréol												13 240
20 Bains douches									4 950			4 950
21 Ecole de musique							19 300					19 300
HT	32 515	79 150	81 015	95 140	120 760	150 000	151 945	594 910	56 410			1 361 845
TTC	39 018	94 980	97 218	114 168	144 912	180 030	182 334	713 892	67 692			1 634 214

<p style="text-align: center;">ANCIENNE CASERNE DES POMPIERS DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC</p>
--

Le rapporteur rappelle que la Ville de CREST est propriétaire de l'ancienne caserne des pompiers, sise place du Champs de Mars, d'une superficie totale de 725 m².

La commune envisage de créer un centre d'art, avec une salle communale d'exposition et réfléchi à la cession partielle du bâtiment à une personne privée pour l'installation d'une galerie d'art.

Ce bâtiment, autrefois caserne de pompiers, n'est plus affecté à un service public depuis la création et l'installation des pompiers dans la nouvelle caserne, en décembre 2013.

Lorsqu'un bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, il ne relève plus du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement.

Ainsi, la sortie d'un bien du domaine public communal est conditionnée, d'une part, par une désaffectation matérielle du bien liée à la cessation de toute activité de service public et, d'autre part, par une délibération de la commune constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien, pour permettre son classement dans le domaine privé communal.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L 2141-1 du Code général des propriétés des personnes publiques,

Vu l'avis de la commission "Urbanisme et Habitat" du 12 avril 2016,

Considérant que l'ancienne caserne des pompiers n'est plus affecté à un service public depuis décembre 2013,

Après en avoir délibéré,

CONSTATE la désaffectation matérielle de fait d'un service public de l'ancienne caserne des pompiers.

PRONONCE le déclassement du domaine public de l'ancienne caserne des pompiers de 725 m² situé place du Champs de Mars et son classement dans le domaine privé communal.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

**TRAVAUX PREALABLES A LA REALISATION D'UN CENTRE AQUATIQUE
DEMANDE DE FINANCEMENT AU TITRE DU FONDS NATIONAL POUR
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE-EXERCICE 2016**

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la réalisation d'un centre aquatique est un équipement structurant qui s'inscrit dans un cadre global du développement du territoire et contribuera à la revalorisation (offre d'une activité nautique toute l'année) et développement de Crest (touristique, commerces).

Le 4 février 2016, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Crestois Pays de Saillans, a décidé d'engager le projet du centre aquatique. Cet équipement sera bâti au quartier Saint Ferréol.

Avant la construction, il est nécessaire d'aménager le ruisseau mitoyen pour éviter l'inondation du terrain, c'est l'objet de ce dossier.

En effet, la crue du 12 août 2008 a montré qu'avec la configuration actuelle du réseau hydraulique du quartier Saint Ferréol, le camping et les habitations en aval de la voie ferrée pouvaient être sujets à des inondations soudaines suite aux débordements concomitants des ruisseaux Saint ferréol et des Gardettes.

Depuis cet événement, le site a été complètement classé en zone d'aléas (faible, moyen et fort) d'inondation par le PPRI prescrit le 11 décembre 2008.

En 2009, la ville a procédé aux travaux d'aménagement de l'exutoire du casier rive droite des Gardettes en lien direct avec la Drôme permettant de protéger le camping.

Il apparaît ainsi deux points sensibles :

- l'ouvrage au droit de la chapelle,
- l'ouvrage sous la voie ferrée.

La solution consiste à recalibrer le ruisseau des Gardettes jusqu'à la Drôme permettant d'éviter, pour la crue centennale, tout débordement sur la RD164 des deux ruisseaux et tout débordement du ruisseau des Gardettes de la RD164 à la Drôme.

En amont de la RD 164, il sera aussi nécessaire de rediriger les eaux de débordement du ruisseau Saint-Ferréol vers le ruisseau des Gardettes. Ces travaux peuvent être réalisés avant la fin de l'année 2016.

L'ensemble de ces aménagements constitue un préalable pour modifier la carte d'aléas du PPRI prescrit puis permettre la réalisation du centre aquatique.

Le coût prévisionnel pour cette opération s'élève à 1 500 000 € HT.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations éligibles au Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire, il est proposé de solliciter ce financement pour l'exercice 2016.

Le Conseil municipal,

Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire,

Vu la loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire,

Vu la circulaire n° PRMX0004485C du 9 novembre 2000 relative aux interventions du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Considérant l'intérêt de cette opération pour l'accroissement de l'attractivité du territoire.

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée d'un montant de 1 500 000 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'Etat, au titre du Fonds National pour l'Aménagement et le Développement du Territoire, exercice 2016

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 1321 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

MODERNISATION DU RESEAU D'EAU POTABLE
DEMANDE DE FINANCEMENT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL-EXERCICE 2016

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que depuis plusieurs années, la Ville de Crest conduit un programme d'amélioration de la performance de son réseau de distribution d'eau potable.

A ce titre, entre 2010 et 2014 les réservoirs de Sans Soucis et des Acacias ont été réhabilités. Les périmètres de protection au tour du captage historique sont opérationnels depuis 2015.

Puis le contrat de délégation du service public d'eau entré en vigueur le 1^{er} juillet 2015, a prévu le déploiement généralisé de la télé-relève avant la fin de l'année 2017.

Ce dispositif présente plusieurs avantages :

- Plus pratique : des relevés à distance sans déplacement d'agent ni dérangement des usagers.
- Plus fréquent et plus fiable : des relevés disponibles à chaque changement dans les contrats et permettant une facturation sur index réel.
- Meilleure connaissance et maîtrise de consommation : suivi régulier et contrôle des surconsommations liées aux fuites.

Enfin, toujours dans ce contrat, le délégataire doit intensifier la recherche de fuite et s'engager au respect d'un rendement minimum pendant 12 ans toujours supérieur au prescription du Grenelle de l'environnement.

En complément, considérant que les branchements anciens sont souvent fuyards, la ville a décidé une politique active de remplacement des branchements subsistants en plombs dès l'année 2016.

Au moyen d'un marché à bons de commande d'une durée de 4 ans, plus de 300 branchements seront remplacés dont 150 dès 2016.

Ces actions permettent de pérenniser la qualité de l'eau, la performance du réseau et contribuer à la préservation de la ressource.

Le coût prévisionnel pour cette opération s'élève à 680 000 € HT.

Cette dépense relevant de l'une des catégories d'opérations éligibles à la dotation de soutien à l'investissement public local, pour l'exercice 2016, il proposé de solliciter ce financement.

Le Conseil municipal,

Vu la circulaire préfectorale du 2 février 2016 présentant les modalités de dépôt des dossiers et d'attribution de la nouvelle dotation de soutien à l'investissement public, créée au titre de l'année 2016,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Considérant l'intérêt de cette opération comme une grande priorité d'investissement,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de travaux ci-dessus énoncée d'un montant de 680 000 € HT,

SOLLICITE l'aide de l'Etat, au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local, exercice 2016.

DIT que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits à l'article 1381 au budget de la commune, exercice 2016.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION VOLUBILIS
--

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association VOLUBILIS a fait une demande de subvention au titre de l'année 2016.

Cette association a pour activité l'animation d'un groupe vocal de jeunes crestois de 9 à 16 ans "Les petits chanteurs de Crest", et la mise en scène d'un spectacle "La flûte enchantée de Monsieur Mozart" avec projet de diffusion sur la France et l'Outre Mer.

L'association « VOLUBILIS » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'année 2016 pour financer ses projets.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « VOLUBILIS » pour l'année 2016 afin de financer ses projets.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « VOLUBILIS » d'un montant de 500 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'UNICEF

Le rapporteur expose à l'assemblée que la commune a adhéré au réseau « Ville amie des enfants » initié par l'UNICEF France depuis 2002, en partenariat avec l'Association des Maires de France, dont l'objectif est de soutenir l'implication des communes au service des enfants et des jeunes et de l'éducation à la citoyenneté.

En 2015, afin de renforcer ce partenariat, l'adhésion a été renouvelée et une convention d'objectifs avec le comité français pour l'UNICEF, formalise les engagements des parties.

Aux termes de cette convention, l'UNICEF apporte son aide et ses conseils dans les projets intéressants ses domaines d'intervention. En contre partie, la ville versera une cotisation annuelle de 200 € à l'UNICEF France et de 500 € au comité départemental.

Dans sa réunion en date du 31 mars 2016, le comité départemental de l'UNICEF a renouvelé le label « Ville amie des enfants » à la Ville de Crest.

Aussi le comité départemental de l'UNICEF sollicite la Ville de Crest pour l'obtention de cette subvention.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la convention d'objectifs liant la ville de Crest au comité français pour l'UNICEF,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle pour le comité départemental de l'UNICEF d'un montant de 500 €.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le
Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION AMICALE PETANQUE CRESTOISE

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association Amicale Pétanque Crestoise a le projet de développer une école de pétanque à partir de l'année 2016.

L'association « Amicale Pétanque Crestoise » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'année 2016 pour financer son projet.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « Amicale Pétanque Crestoise » pour l'année 2016 afin de financer son projet d'école de pétanque.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Amicale Pétanque Crestoise » d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION "ANGUILLE SOUS ROCHE"
--

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association « Anguille sous Roche » organise le festival du Polar qui va se dérouler en partie sur la commune de Crest le 7, 8 et 9 octobre 2016.

Ce 15ème Festival de littérature policière « Anguille sous Roche » s'intitule « Bonne chère et chair de poule » et cette année des animations auront lieu auprès des jeunes publics et des scolaires (concours d'écriture, rencontre avec des auteurs, animations dédiées lors du festival ...).

L'association « Anguille sous Roche » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle afin de soutenir les actions culturelles et pédagogiques que l'association mène auprès des écoles et communes de la vallée de la Drôme.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « Anguille sous Roche » pour l'année 2016 afin de l'aider à financer le 15ème festival de littérature policière,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Anguille sous Roche » d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION INTERMEDIAIRE POUR LA REINSERTION ET L'EMPLOI
--

Le rapporteur informe l'assemblée que l'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi (AIRE) a fait une demande de subvention au titre de l'année 2016.

Cette association met à disposition du personnel auprès des associations, collectivités, particuliers (ménage, entretien de locaux, intervention dans les écoles, petits bricolages, distribution de flyers ...) et met en place des chantiers d'insertion (entretien des espaces naturels pour les chantiers Environnement Valence et Environnement Crest et restauration pour le chantier le Resto).

L'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention pour l'année 2016 pour permettre la pérennité de son activité.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi pour l'année 2016 afin de financer son activité.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'Association Intermédiaire pour la Réinsertion et l'Emploi d'un montant de 2 500 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX CLASSES NATURE ET MONTAGNE DU COLLEGE SAINT-LOUIS</p>

Le rapporteur informe l'assemblée que les 9, 10 et 11 mars se sont déroulés, les championnats nationaux de biathlon et de ski nordique par équipe sur le site de Font d'Urle-Chaud Clapier, organisés par l'UGSEL Drôme/Ardèche.

En adéquation avec le projet des classes nature et montagne du collège Saint-Louis et dans un souci d'éducation à l'engagement bénévole et d'éducation du jeune sportif, les enseignants ont tenu à ce que les élèves des classes de 5ème et 3ème nature et montagne s'engagent dans l'organisation de cet événement.

Ainsi, le jeudi 10 mars, ce sont quarante six jeunes du collège Saint Louis, qui ont été entièrement responsables de la gestion des douze pas de tir nécessaires à la course (chargement des carabines, gestion de la sécurité, recueil et transmission des résultats et gestions des temps de courses). De plus, le collège souhaite récompenser d'un t-shirt souvenir les jeunes bénévoles.

Les classes **nature** et montagne du collège Saint-Louis sollicitent donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'année 2016 pour financer ses projets.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 201 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention du collège Saint-Louis pour l'année 2016 afin de financer la réalisation de ce projet ponctuel.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle au collège Saint-Louis d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'USC EQUITATION</p>
--

Le Centre Equestre de Crest et l'Union Sportive Crestoise Equitation organisent plus de 10 concours chaque année, le plus important se déroule sur 4 jours, plus de 1200 visiteurs assistent chaque année à cette manifestation qui accueille des cavaliers professionnels et amateurs en provenance des régions, Rhône Alpes et du sud de la France.

La 13ème édition du Concours National de sauts d'obstacles chevaux cavaliers amateurs et professionnels aura lieu cette année du 26 au 29 mai 2016.

L'USCE sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'année 2016 pour l'aider au financement de cet événement et financer le complément de l'éclairage de la grande carrière de 90 mx70 m.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « USC Equitation » afin de soutenir l'organisation d'un concours hippique national PRO et amateurs qui se déroulera du 26 au 29 mai 2016, et financer le complément de l'éclairage de sa grande carrière de 90 m x 70 m.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « USC Equitation » d'un montant de 500 €.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION USC BASKET CREST SAILLANS</p>

Le rapporteur informe l'assemblée que l'équipe Minimes Féminines, évoluant en élite départemental U15, a remporté le tournoi « La Mie Câline » qui s'est déroulé à DIE le 10 janvier 2016.

De ce fait, elles vont disputer les finales nationales en Vendée, à Saint-Jean de Monts, les 11 et 12 juin 2016.

L'association « USC Basket Crest Saillans » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour les aider financièrement lors de leur déplacement pour cette compétition.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « USC Basket Crest Saillans » pour l'année 2016 afin de les aider à financer leur déplacement pour cette compétition.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « USC Basket Crest Saillans » d'un montant de 350 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION OUTDOOR&CIE</p>

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association « Outdoor&Cie » organise cette année un événement la « Fête de la Drôme » qui aura lieu le week-end du 2 et 3 juillet à Crest.

La « Fête de la Drôme » a deux objectifs, valoriser la rivière Drôme en montrant toute sa beauté et sa fragilité, mais aussi apporter un surcroît de notoriété à la Vallée de la Drôme en la présentant comme destination majeure pour la pratique des sports de plein air.

L'association « Outdoor&Cie » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour les aider à financer leur événement de la « Fête de la Drôme ».

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « Outdoor&Cie » pour l'année 2016 afin de les aider financièrement à l'organisation de leur événement la « Fête de la Drôme ».

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Outdoor&Cie » d'un montant de 2000 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CULTURE, LOISIRS, ARTS POPULAIRES
--

Le rapporteur informe l'assemblée que suite au succès de la première édition du tournoi de Beach-Volley qui a eu lieu en 2015, l'association CLAP a décidé de renouveler cet événement.

Cette manifestation sportive aura lieu le 12 juin 2016 au Haras de Crest et a pour but de faire connaître le volley-ball aux personnes, non initiées, résidant dans notre vallée.

L'association « CLAP » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour les aider à financer leur deuxième tournoi de Beach-Volley.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « CLAP » pour l'année 2016 afin de les aider à financer leur déplacement pour cette compétition.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « CLAP » d'un montant de 500 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p style="text-align: center;">ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CREST JAZZ VOCAL</p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que la 41ème édition du Festival Crest Jazz Vocal se déroulera du 29 juillet au 6 août 2016 avec le soutien financier constant de la Ville (26 500€ dont 25 000€ de subvention de fonctionnement et 1 500 € pour le prix du concours de Jazz vocal).

La commune apporte également à l'association une aide technique, humaine et logistique (convention avec l'association Jeunesse et Reconstruction, opération Jeunes'O Festivals, mise à disposition de locaux municipaux, travail des agents communaux...) évaluée à plus de 23 000 €.

L'année précédente, pour ses 40 ans, l'association avait déjà organisé une soirée de lancement au cinéma-théâtre. Au vu de ce premier succès, elle a souhaité réitérer ce format d'une soirée de qualité ouvert à toutes et à tous et à demander le soutien de la commune.

L'association « Crest Jazz Vocal » sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention pour les aider à financer la soirée de lancement qui aura lieu au cinéma-théâtre Eden le lundi 2 mai.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1611.4,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association « Crest Jazz Vocal » pour l'année 2016 afin de les aider à financer la soirée de lancement qui aura lieu au cinéma-théâtre Eden le lundi 2 mai.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif ou touristique de la commune.

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association « Crest Jazz Vocal » d'un montant de 2 000 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

<p>ENQUETE PUBLIQUE SUR L'EXPLOITATION D'UNE CARRIERE DE SABLES ET GRAVIERS AUX LIEUX-DITS "RAMIERES SUD" ET "BRUNELLES SUD" A EURRE AVIS DE LA COMMUNE</p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que la commune a été saisie d'une demande d'avis par la Préfecture de la Drôme concernant le dossier présenté par la société LAFARGE GRANULATS FRANCE, sise 2 avenue du Général de Gaulle 92 148 CLAMART Cedex en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers située aux lieux-dits "Ramières Sud" et "Brunelles Sud" à EURRE..

Ce projet est soumis à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et fait l'objet d'une procédure susceptible d'aboutir à une autorisation assortie de prescriptions ou à un refus.

L'enquête publique est en cours, du mardi 29 mars 2016 au 30 avril 2016 inclus. Le dossier est consultable à la commune d'Eurre.

L'exploitation de la carrière de EURRE aux lieux-dits "Ramières Sud" et "Brunelles Sud" a été autorisée jusqu'au 15 février 2015 et l'installation de traitement des matériaux jusqu'au 31 août 2016. Toutefois, en raison du retard pris sur le phasage initial, le site n'a pas été entièrement exploité et remis en état.

Aussi, la société LAFARGE GRANULATS FRANCE qui souhaite poursuivre l'activité de cette carrière, sollicite le renouvellement de l'autorisation actuelle d'exploitation de la carrière sur une superficie de 15 ha 35a et son extension, sur une superficie de 12 ha 12a 78 ca, pour une durée de 10 ans.

La production maximale annuelle prévue s'élève à 122 000 tonnes et la production moyenne à 100 000 tonnes. Il comporte également une demande d'enregistrement pour l'installation de traitement de concassage, criblage et lavage des matériaux d'une puissance de 642 kW.

Le projet se situe entre la réserve naturelle des Ramières et la voie ferrée, à environ 2,5 km au sud-ouest de la partie agglomérée de la commune, attenante à la réserve naturelle, à deux périmètres Natura 2000, à une ZNIEFF de type 1 et il est compris dans une ZNIEFF de type 2.

La commune de CREST, concernée par ce projet, est invitée à donner son avis.

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté n°2016053-0002 du 22 février 2016 par lequel M. le Préfet a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative à l'exploitation d'une carrière de sables et graviers située aux lieux-dits "Ramières Sud" et "Brunelles Sud" à EURRE.

Vu l'avis de la commission "Urbanisme et Habitat" du 12 avril 2016,

Après en avoir délibéré,

EMET un avis XXXXX concernant le dossier d'autorisation d'installation classée soumise à enquête publique.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest

PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le rapporteur expose à l'assemblée que :

-Il a été proposé à un agent de lui faire bénéficier de la mesure d'intégration directe pour lui permettre de changer de filière afin que son grade correspondent à ses missions.

L'intégration directe est un dispositif de recrutement applicable à l'ensemble des fonctionnaires. Elle se traduit par une radiation du cadre d'emplois d'origine, et par une intégration concomitante dans celui d'accueil, sans période de détachement intermédiaire, ni application d'aucune autre position statutaire de transition.

Le fonctionnaire est classé, dans son nouveau cadre d'emplois, à un grade équivalent à celui qu'il détenait et à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur.

Il revient au Conseil municipal de délibérer sur l'intégration d'un agent issu de la filière technique dans la filière administrative.

-A la faveur d'un départ à la retraite d'un agent municipal, affecté aux moyens généraux, le poste à été proposé à un agent du CCAS, qui a accepté, dans le cadre d'une mutation. Toutefois, le poste proposé à la ville est à temps non complet, alors que l'agent du CCAS est à temps complet.

Il convient de supprimer le poste à temps non complet (26 heures hebdomadaires) dans le tableau des effectifs de la ville et de créer un poste à temps complet. L'agent sera mis à disposition du CCAS pour la partie de son temps de travail non utilisé par la ville (soit 9 heures hebdomadaires).

-Le contrat d'apprentissage constitue une forme d'éducation alternée. Il a pour but de donner à des jeunes travailleurs âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur.

Il proposé de recruter un jeune dans le cadre de l'apprentissage pour la préparation d'un diplôme de niveau **V (CAP ou BEP) maintenance des véhicules aux services techniques**.

Ce recrutement complète les engagements de la commune sur la formation des jeunes et répond à plusieurs objectifs :

- action de l'Agenda 21 en faveur des 15/25 ans

- contribuer à la formation professionnelle d'un jeune en lui permettant d'obtenir un diplôme

Il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir à un nouveau contrat d'apprentissage à la rentrée prochaine.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du travail,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84 – 53 du 26 janvier 1984,

Vu la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité,

Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu la loi n° 2014-288 du 05 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,

Vu le décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

Vu le décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu le décret n° 2014-1031 du 10 septembre 2014 modifiant diverses dispositions relatives à l'apprentissage en application de la loi n° 2014-288,

Vu la circulaire NOR BCFF0926531C du 19 novembre 2009,

Vu la circulaire du 08 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 02/02/2016,

Vu l'avis du Comité Technique du 22/03/2016,

Vu le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 22/02/2016,

Vu l'avis de la commission « Budget » du 12 avril 2016,

Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,

DECIDE

Au 1er juin 2016

de supprimer :

- ✓ un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps complet

Il est précisé qu'un poste d'adjoint administratif de 2ème classe à temps complet est vacant au tableau des effectifs. L'agent sera nommé sur ce poste.

DECIDE

Au 1^{er} septembre 2016 :

de supprimer :

- ✓ un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps non complet (26 heures hebdomadaires)

de créer :

- ✓ un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps complet

DECIDE :

- de poursuivre le recours au contrat d'apprentissage
- d'accueillir un jeune supplémentaire, au sein des services techniques municipaux,
- de conclure les contrats d'apprentissage correspondant aux formations des jeunes accueillis, et de porter le nombre d'emplois non permanents correspondant aux postes d'apprentis à quatre :

poste	Service d'accueil	Diplôme préparé	durée maximum de la formation
1	ECOLE MATERNELLE (C. de Chandeneux)	Niveau V - CAP petite enfance	deux ans
2	SERVICES TECHNIQUES (Espaces verts)	Niveau V – CAP – BPA travaux - aménagement paysager	deux ans
3	COMMUNICATION	Niveau III - BTS communication	un an à deux ans
4	SERVICES TECHNIQUES (atelier - garage)	Niveau V – CAP – BEP maintenance des véhicules	deux ans

APPROUVE le tableau des effectifs modifié.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du budget communal, section de fonctionnement chapitre 64.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés,
Ont signé au registre les membres présents.

Crest, le

Hervé MARITON
Député-Maire de Crest